

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 797^e
SÉANCE

Lundi 1er octobre 1962,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Organisation des travaux de la Commission (suite)	11

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

Organisation des travaux de la Commission (A/C.2/212 et Add.1, A/C.2/L.643 et Corr.1 et Add.1) [suite]

1. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) explique pourquoi sa délégation a proposé l'inscription à l'ordre du jour du point 94 (Programme économique de désarmement) et demande qu'il soit étudié par priorité en même temps que le point 33 (Conséquences économiques et sociales du désarmement). Il tient en particulier à répondre à certaines critiques, et notamment à celles du représentant de la République arabe unie, qui aurait souhaité que ces questions ne soient pas détachées du premier groupe de questions, pour que la situation économique puisse être examinée dans son ensemble. M. Arkadyev pense précisément que l'étude des aspects économiques du désarmement ne serait pas assez détaillée si elle ne faisait pas l'objet d'un débat séparé. Le représentant de la Nigéria a déclaré, pour sa part, que l'examen de ces questions au début de la session introduirait des éléments politiques dans un débat qui se veut économique et renforcerait donc l'atmosphère de guerre froide. Or, toutes les discussions sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, tant au groupe consultatif, qui réunissait des spécialistes de divers pays, qu'au Conseil économique et social, se sont déroulées dans un climat excellent et ont permis de réduire la tension internationale. Les craintes du représentant de la Nigéria ne sont donc pas fondées.

2. Les Nations Unies ne sauraient ignorer plus longtemps que l'on s'intéresse déjà de près aux problèmes du désarmement un peu partout dans le monde. Le moment est venu d'aborder la question franchement de manière qu'un examen collectif, sérieux et réfléchi, aboutisse à des résultats constructifs. L'idée que la Deuxième Commission doit s'attacher uniquement aux problèmes concrets et immédiats est erronée et peu conforme à l'esprit de la Charte des Nations Unies, car tous les Etats qui deviennent Membres de l'Organisation assument la responsabilité de résoudre tous les problèmes, grands ou petits — souvent inséparables —, dont dépend le sort de l'humanité. Pourquoi se montrer sceptiques et affirmer que le désarmement général et complet ne se fera pas, alors que l'Assemblée générale a déjà décidé de mettre tout en œuvre pour que cette tâche immense aboutisse?

3. En outre, ne serait-il pas regrettable qu'une fois le désarmement réalisé chaque pays consacre les forces et les ressources ainsi libérées à la satisfaction de ses appétits égoïstes, alors que tant de pays connaissent encore le besoin dans lequel ils ont été plongés par le colonialisme dont ils se sont émancipés plus ou moins récemment? D'un autre côté, ne serait-il pas utopique de croire que tous ces fonds seraient rassemblés dans une caisse unique et qu'il suffirait à chacun de demander pour recevoir? Il importe par conséquent d'envisager dès à présent les modalités d'utilisation de ces ressources à l'échelle internationale, et pour cela de rechercher comment se répartissent actuellement dans le monde les ressources naturelles et humaines, quels sont les besoins existants et quels sont les moyens techniques et autres qui permettraient de les satisfaire. Il faudrait dresser un plan international, compte tenu évidemment des divers plans nationaux. Ce serait là une œuvre de longue haleine exigeant l'effort de nombreux experts pendant de longues années. L'âge d'or rêvé ne sera possible que si chacun en favorise l'avènement par une action concrète.

4. Etant donné l'importance du problème et la place qu'il doit occuper dans les travaux de la Commission, le mieux est donc de séparer les points 33 et 94 des autres questions pour les étudier dès le début de la session. Un tel débat — qui ne se prolongera pas nécessairement — sera extrêmement utile.

5. Pour M. NAMSRAI (Mongolie), il s'agit de choisir les questions les plus importantes parmi toutes celles dont est saisie la Commission. Le développement économique des pays sous-développés est assurément capital, mais nul ne saurait nier qu'un examen réfléchi et attentif d'un programme économique de désarmement permettrait précisément de dégager maintes possibilités d'un intérêt vital pour l'expansion des pays sous-développés. Il convient donc de séparer les points 33 et 94 du reste de l'ordre du jour pour les étudier ensemble au début de la session. C'est pourquoi M. Namsrai appuie la proposition de l'Union soviétique.

6. M. BERNARDO (Argentine) était prêt à approuver le programme de travail proposé dans la note du Président (A/C.2/L.643 et Corr.1 et Add.1), qui aurait permis d'aborder toutes les questions dans un ordre rationnel, et jugeait donc préférable d'inclure le point 94 dans le premier groupe de problèmes. Il a cependant écouté avec la plus grande attention les motifs avancés par le représentant de l'Union soviétique pour faire un sort spécial aux points concernant le désarmement. Comme ce représentant, et assurément comme tous les membres de la Commission, M. Bernardo considère en effet le désarmement comme un problème fondamental. Toutefois, le débat actuel ne porte pas sur l'importance incontestée de la question, mais sur la procédure à adopter pour l'examiner. Une étude conjointe des points 33 et 94 ne

semble soulever aucune difficulté. Faut-il cependant leur accorder la priorité? M. Bernardo ne le croit pas, car la tâche de la Commission est avant tout de faire porter ses efforts sur les domaines où elle peut apporter des solutions concrètes. Or, la solution du désarmement dépend d'une décision politique qui sera nécessairement prise dans d'autres organes. Tant que cette décision ne sera pas intervenue, un examen des conséquences économiques du désarmement sera purement théorique, car comment s'intéresser aux effets d'une cause encore problématique? Un tel débat risquerait de faire perdre à la Commission le temps précieux qu'elle doit consacrer d'abord aux problèmes plus immédiats du développement économique des pays sous-développés. En outre, il serait malaisé d'aborder sans préparation ni instructions officielles des points aussi complexes que ceux des aspects économiques du désarmement, qui devraient d'abord faire l'objet d'un examen minutieux de la part des experts et des économistes nationaux.

7. Bien que le plan du Président lui semble meilleur, M. Bernardo se déclare donc en faveur d'une solution de compromis semblable à celle qu'a proposée le représentant de la Yougoslavie à la séance précédente. Les points 33 et 94 pourraient être examinés ensemble, mais après l'étude du premier groupe de questions comprenant le rapport du Conseil économique et social et le développement économique des pays sous-développés.

8. M. STANOVNIK (Yougoslavie) précise que la suggestion qu'il a faite avait uniquement pour objet de permettre à la Commission d'accomplir sa tâche dans les meilleures conditions possibles. Lorsque le représentant de l'URSS a présenté une nouvelle question analogue à une question déjà inscrite à l'ordre du jour et lorsqu'il a demandé que ces deux points soient étudiés ensemble, la délégation yougoslave a trouvé qu'il était logique d'agir ainsi. Quand le représentant de l'URSS a soulevé la question de priorité, M. Stanovnik s'est laissé guider par des motifs purement techniques. Point n'est besoin de réaffirmer que la délégation yougoslave est en faveur d'un désarmement général et complet. Les membres de la Deuxième Commission, chargés d'étudier les aspects économiques du désarmement, savent que le désarmement entraînera le bien-être général, et il est évident que personne ne songe à en nier les avantages économiques et sociaux. Il ne s'agit donc pas d'une question de fond, mais exclusivement d'une question de procédure. Dans le premier groupe de questions énumérées au paragraphe 4 de la note du Président figurent des questions qui doivent être examinées d'urgence en raison des décisions prises par le Conseil économique et social et de certains délais à respecter.

9. En réalité, la proposition de l'URSS se divise en deux parties; il s'agit d'une part de grouper les points 33 et 94, ce qui semble logique, et d'autre part de donner la priorité à ces deux points. M. Stanovnik voudrait modifier légèrement la suggestion qu'il a faite à la séance précédente. Etant donné l'importance de la question, la Commission pourrait fixer la date à laquelle elle aborderait l'étude de ces deux points. Il est probable que l'examen du premier groupe de questions sera terminé à la fin d'octobre et celui des projets de résolution correspondants dans le courant de novembre. La Commission pourrait donc décider d'examiner à ce moment les points 33 et 94, même si l'examen du premier groupe de questions et des projets de résolution correspondants n'était pas en-

core terminé. Cette procédure aurait l'avantage de ne pas retarder certains travaux dont la Commission a été chargée par le Conseil, tels que ceux qui intéressent la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

10. M. KANO (Nigéria) s'est opposé à l'idée de donner la priorité à l'étude des questions relatives au désarmement uniquement pour des raisons de procédure. En effet, il n'est nullement convaincu que la Commission doive étudier de toute urgence, et au détriment de la bonne marche de ses travaux, une question fort controversée dont on discute depuis 15 ans sans qu'une solution prochaine soit en vue. La Commission ayant un ordre du jour très chargé, M. Kano souhaite qu'elle s'attache avant tout aux problèmes essentiels qui touchent de près les pays sous-développés, et en particulier les pays africains, non pas dans l'intérêt égoïste de ces pays, mais parce que le développement économique des pays sous-développés est dans l'intérêt du monde entier. En outre, M. Kano fait observer qu'il vient seulement d'être informé de l'inscription du point 94 à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et qu'il devra demander des instructions à son gouvernement avant d'en aborder l'examen.

11. M. APPIAH (Ghana) dit que nul ne songe à sous-estimer l'importance du désarmement et des conséquences qui en découleraient. Mais, pour le moment, il s'agit d'une question de procédure; ce qui compte, c'est de trouver une méthode qui permette de hâter les travaux de la Commission. Dans cet ordre d'idée, si M. Appiah partage l'opinion de ceux qui trouvent indiqué d'examiner conjointement les points 33 et 94 de l'ordre du jour, il n'est pas d'avis qu'il faille leur réserver la priorité. Le désarmement est une question complexe qu'examinent déjà d'autres organes. Rien de ce qui se fait à la Deuxième Commission ne devrait venir contrecarrer ces travaux. D'autre part, personne ne niera que, si le progrès des pays en voie de développement devait attendre un désarmement effectif, il risquerait fort d'être renvoyé *sine die*. Ce n'est pas que le désarmement soit une entreprise à dédaigner, mais il faut savoir regarder la réalité en face. Enfin, M. Appiah, tout comme le représentant de la Nigéria, n'a pas eu l'occasion d'examiner la question à fond ni d'obtenir les vues de son gouvernement et d'experts en la matière. C'est pourquoi il émet l'espoir que l'Union soviétique voudra bien accepter la solution de compromis proposée par la Yougoslavie.

12. M. HAKIM (Liban) attache en principe une très grande importance au programme économique de désarmement et estime que cette question mérite un rang élevé dans l'ordre de priorité. Chacun sait que les dépenses d'armement ne font que croître; elles absorbent une grande partie du revenu national des pays avancés; si elles continuent d'augmenter, on ne pourra placer beaucoup d'espoir dans une coopération internationale pour le développement des pays sous-développés. Déjà, les pays avancés limitent leur assistance aux pays en voie de développement et commencent à manifester des signes de lassitude. Si l'on veut être réaliste sans être cynique, on conviendra que seul un désarmement progressif permettrait de libérer des sommes importantes et de les utiliser avantageusement dans tous les pays, et surtout dans ceux qui doivent s'équiper pour assurer leur croissance économique. La plupart des questions à l'ordre du jour ont déjà été examinées au cours des sessions précédentes; aucune ne dépasse en importance celle du désarmement.

13. Dans sa note relative à l'organisation des travaux, le Président propose de suivre la pratique qui consiste à répartir en deux groupes les questions dont la Deuxième Commission est saisie. Si l'on groupe les points 33 et 94, la question du désarmement figurera en deuxième place dans la liste des questions du premier groupe et elle jouira donc automatiquement d'un rang prioritaire. Peut-être l'Union soviétique pourrait-elle préciser si elle souhaite une répartition en trois groupes de questions, les deux points relatifs au désarmement formant un premier groupe distinct; cette solution serait-elle vraiment indispensable, puisque, selon l'ordre établi, la question du désarmement serait l'une des toutes premières que la Commission aurait à examiner?

14. M. AYARI (Tunisie) s'étonne que la Commission perde un temps précieux sur une question de procédure qui ne pose aucun problème. Sur le fond de la question, chacun reconnaît que le désarmement libérerait des sommes considérables qui pourraient être utilisées pour accélérer le progrès des pays en voie de développement. Quant au point de procédure, la Yougoslavie a déjà avancé une opinion qui ne devrait pas donner lieu à discussion. Il est vain d'ergoter sur le point de savoir quelle est la question la plus urgente. Pour la Tunisie, ce serait la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, d'autant plus que cette question est déjà prioritaire, le Comité préparatoire composé d'experts devant être désigné au plus tard en novembre 1962, aux termes mêmes de la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social. Sans se prononcer sur le fond de la proposition de l'Union soviétique, la Tunisie accepte donc à la rigueur que les questions relatives au désarmement fassent partie, comme l'a dit le représentant du Liban, du premier groupe de questions à examiner par la Commission, mais elle en appelle au représentant de l'Union soviétique pour qu'il accepte la proposition yougoslave, qu'il ne resterait plus, autrement, qu'à mettre aux voix.

15. M. UMARI (Irak) partage le point de vue du représentant du Liban et suggère lui aussi que le représentant de l'Union soviétique précise sa position.

16. M. EL BANNA (République arabe unie) dit qu'il est difficile de ranger les questions de façon à tenir compte de toutes les considérations. S'agissant des problèmes du développement économique, l'ordre logique serait d'examiner successivement la question du financement extérieur du développement, les problèmes du commerce international, les aspects sociaux du développement et les programmes proprement dits. Même si l'on adopte la pratique des dernières années, il est aisé de voir que selon les uns la priorité devra être réservée à telle question, selon les autres à telle autre. Comme la Tunisie et la Yougoslavie, la République arabe unie estime que les problèmes du commerce sont d'une importance capitale pour les pays en voie de développement: il suffit de rappeler que pour ces pays les pertes résultant de la tendance défavorable des termes de l'échange dépassent de beaucoup le montant de l'assistance qu'ils reçoivent. Mais le désarmement est tout aussi essentiel si l'on songe à ce que représenterait, pour les pays en voie de développement, la libération d'une fraction seulement des 120 milliards de dollars que les nations consacrent chaque année aux armements. Il est donc difficile d'établir un ordre de priorité.

17. Comme l'ont proposé la Yougoslavie et d'autres pays, il faut adopter une solution de compromis. M. El Banna fait observer, cependant, que le point 38 (Accroissement démographique et développement économique) devrait figurer dans le premier groupe de questions. En effet, si l'on veut examiner les questions relatives au développement économique et, par conséquent, l'accélération du rythme de croissance, l'augmentation du revenu par habitant et l'élévation du niveau de vie, il n'est pas possible de méconnaître l'incidence de l'accroissement démographique, d'autant plus que tous les documents pertinents dont la Commission est saisie à ce sujet indiquent que la poussée démographique risque de contrarier les efforts tendant à élever le niveau de vie.

18. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que la pratique adoptée par la Commission au cours des dernières années n'a rien de sacro-saint. Certains considèrent comme une solution idéale de procéder par groupes de questions. La délégation de l'Union soviétique estime que cette pratique est loin d'être idéale. Si l'on adoptait par exemple la proposition du représentant de la République arabe unie, la Commission serait submergée sous un groupe de questions disparates et il lui serait difficile de se concentrer sur un problème donné. Le représentant du Liban a analysé la situation avec beaucoup de lucidité, mais il n'en reste pas moins que, si l'on place les problèmes du désarmement dans le groupe des questions relatives au développement économique, on en arrivera à en diluer tout l'examen.

19. Sans doute le représentant de la Tunisie n'a-t-il pu se défendre d'un mouvement d'humeur à propos de l'urgence relative de telle ou telle question; c'est une réaction compréhensible et, pour sa part, l'Union soviétique serait la dernière à sous-estimer l'importance d'une conférence internationale sur les problèmes du commerce, puisque c'est elle qui l'a proposée. Mais le fait est que l'Union soviétique désire examiner tous les problèmes sur le plan des réalités concrètes. Il ne s'agit pas d'assigner un troisième ou un quatrième rang au développement économique des pays sous-développés; il s'agit, tout au contraire, de parler non pas de la façon de répartir 14 millions de dollars d'assistance technique, mais des milliards de dollars qui pourraient devenir disponibles à cette fin. Il s'agit, en bref, d'aborder la question dans son ensemble et non par bribes et morceaux.

20. La Yougoslavie a fait une proposition qui représente une variante constructive. Le débat relatif aux autres questions étant terminé ou non, il s'agirait de passer à l'examen des questions relatives au désarmement à une date fixe et prédéterminée par la Commission. En précisant la date limite qu'il a en vue, le représentant de la Yougoslavie pourrait peut-être fournir la solution recherchée.

21. Le PRÉSIDENT précise qu'en formulant les suggestions qui figurent dans sa note il n'a pas eu l'intention d'imposer à la Commission un ordre déterminé pour l'examen des questions inscrites à son ordre du jour. La Commission est saisie de plusieurs propositions visant à modifier ces suggestions. Lorsque les différentes délégations auront exprimé leur point de vue, c'est à la Commission qu'il appartiendra de décider quelle est la procédure qui lui paraît la meilleure.

22. M. NAHAPPAN (Fédération de Malaisie) s'étonne des observations formulées par le représentant de l'URSS sur la procédure qui consiste à grouper des questions. A la seizième session, cette méthode a permis à la Commission de gagner du temps dans la discussion générale et de terminer ses travaux dans les délais prévus. A la présente session, le nombre des séances sera probablement le même, mais le nombre des orateurs aura augmenté. Il semble donc que l'on sera obligé d'employer la même méthode. En ce qui concerne l'examen des deux points relatifs au désarmement, la délégation malaise estime que c'est la proposition yougoslave qui est la plus pratique et qui devrait être adoptée.

23. M. MALM (Suède) rappelle que la question de l'accroissement démographique a été présentée par le Danemark et la Suède. Il est vrai, comme l'a dit le représentant de la République arabe unie, qu'il existe des rapports très étroits entre l'accroissement démographique et le développement économique. C'est pourquoi il semblerait naturel d'examiner cet aspect au cours de la discussion générale sur le développement économique. Mais l'examen de cette question n'a jamais été abordé, et, comme il est indispensable de rallier au maximum les points de vue sur plusieurs de ses aspects particuliers, il serait peut-être plus sage de l'étudier séparément, conformément à la suggestion du Président, tout en autorisant les délégations à formuler des observations à ce sujet au cours de la discussion générale sur le premier groupe de questions.

24. Répondant au représentant de l'URSS, M. STANOVNIK (Yougoslavie) dit qu'à son avis la Commission pourrait commencer l'étude des points 33 et 94 vers le 15 novembre. Aux termes de la proposition yougoslave, la Commission commencerait tout d'abord la discussion générale sur les points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, énumérés au paragraphe 4 de la note du Président, mais ne discuterait pas les points 33 et 94, qui seraient abordés séparément le 15 novembre 1962, quel que soit l'état d'avancement de l'examen des questions du premier groupe. Après avoir achevé l'examen de ces deux points, la Commission reprendrait, s'il y a lieu, l'examen du premier groupe.

25. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que la discussion qui vient d'avoir lieu a été très utile puisqu'elle a permis de préciser la tâche de la Commission. Le mieux serait probablement d'accepter la proposition yougoslave, c'est-à-dire que l'on déciderait de commencer le 15 novembre l'étude des points 33 et 94, quel que soit l'état d'avancement de l'examen du premier groupe de questions. Comme il semble que la Commission soit prête à accepter cette proposition, il ne serait peut-être pas nécessaire de la mettre aux voix.

La proposition yougoslave est adoptée.

26. Le PRÉSIDENT demande au représentant de la République arabe unie s'il insiste sur sa proposition tendant à inclure le point 38 dans le premier groupe de questions.

27. M. EL BANNA (République arabe unie) dit qu'il a simplement voulu attirer l'attention de la Commission sur la possibilité de faire figurer la question de l'accroissement démographique dans le premier

groupe, conformément à la suggestion du Président tendant à diviser les questions en deux groupes. Mais il n'a pas l'intention d'ouvrir une discussion sur cette question de procédure et il accepte la proposition du Président figurant au paragraphe 6 du document A/C.2/L.643 et Corr.1, selon laquelle la Commission examinerait le point 38 immédiatement après avoir terminé l'étude du premier groupe de questions.

28. Le PRÉSIDENT demande aux membres de la Commission s'ils acceptent la proposition du représentant de la Suède tendant à ce que le point 38 soit examiné séparément, étant entendu que les membres de la Commission pourront exprimer leur point de vue à ce sujet au cours de la discussion générale sur le premier groupe de questions.

La proposition suédoise est adoptée.

29. Le PRÉSIDENT propose à la Commission d'approuver la note qu'il a présentée (A/C.2/L.643 et Corr.1 et Add.1), modifiée par les propositions yougoslave et suédoise.

Il en est ainsi décidé.

30. Le PRÉSIDENT demande aux membres de la Commission de faire savoir le plus tôt possible au Secrétariat à quelle date ils seront prêts à prendre la parole dans la discussion générale sur le premier groupe de questions.

31. M. FARHADI (Afghanistan) estime que la discussion générale, qui est devenue traditionnelle, présente un grand intérêt, car elle permet de connaître les vues générales des délégations sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour de la session. Cependant, étant donné le nombre accru des représentants qui vont prendre la parole, il est à craindre qu'elle ne se prolonge indéfiniment et que la Commission ne puisse respecter la date limite du 15 novembre qu'elle vient de fixer. Il semble que l'on pourrait dès maintenant essayer de prévenir ce danger. Chaque fois que la Commission aborde une nouvelle question, le Président pourrait par exemple fixer dès le début la date de clôture de la liste des orateurs. De même, en ce qui concerne les projets de résolution, on pourrait demander aux délégations de présenter ces projets assez tôt au cours de la discussion générale. Lorsqu'on commence la discussion d'un projet de résolution, on pourrait également fixer une date limite pour le dépôt des amendements.

32. Le PRÉSIDENT dit qu'il a l'intention de prendre les dispositions nécessaires en vue de faciliter les travaux de la Commission et de respecter les délais prévus. Il semble cependant difficile de prendre dès maintenant une décision concernant la liste des orateurs. Le Président ne perdra pas de vue la question et, dès que la Commission aura avancé dans ses travaux, il la consultera pour fixer la date de clôture de la liste des orateurs et la date limite du dépôt des projets de résolution et des amendements. Le Président s'efforcera avant tout d'organiser les travaux de la façon la plus efficace possible en tâchant de respecter les délais prévus, mais aussi en donnant aux délégations le temps nécessaire pour se préparer à la discussion générale et examiner les projets de résolution.

La séance est levée à 17 h 20.